



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Service public de transport à la demande pour les
personnes à mobilité réduite sur le territoire
d'Amiens Métropole (TAAM)**

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 25 juin 2025 à 17h30

Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole
Direction des espaces publics
Service mobilité
Place de l'hôtel de ville
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX 1

Profil d'acheteur : <http://amiens.fr/marchespublics>

Adresse de messagerie : marchespublics@amiens-metropole.com














Reprise obligatoire du personnel



**Conformément à la convention collective nationale des réseaux de transport
interurbain de voyageurs, la présente consultation
comporte une clause obligatoire de reprise du personnel
actuellement dédié au service.**

(Cf. Article 22 du Cahier des Clauses Techniques Particulières C.C.T.P.)

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Service public de transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur le territoire d'Amiens Métropole (TAAM)
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Marché public
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Période initiale de 2 ans, reconductible deux fois pour la même durée (soit 6 ans au total)
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 – Etendue des prestations.....	5
1.7 - Réalisation de prestations similaires.....	5
2 - Conditions de la consultation	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 - Forme juridique du groupement	5
2.3 - Variantes.....	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	6
3.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.....	6
3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 - Documents à produire.....	7
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique.....	10
6.2 - Transmission sous support papier.....	11
7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures.....	11
7.2 - Attribution des marchés.....	12
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	15
8 - Renseignements complémentaires.....	15
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	15
8.2 - Procédures de recours.....	15
8.3 - Attestation du candidat (à compléter et à remettre dans votre offre)	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne : **Service public de transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur le territoire d'Amiens Métropole (TAAM)**

La prestation du présent marché comprend notamment :

- L'intendance du personnel (la reprise du personnel actuellement dédié à l'activité TAAM, le respect de la réglementation sociale, la gestion quotidienne des conducteurs...),
- La gestion et la prise en charge financière de l'intégralité des coûts relatifs au service,
- La prise en charge de la masse salariale des conducteurs nécessaires à la prestation,
- La réalisation des investissements nécessaires à l'exécution du service, notamment l'achat des véhicules adaptés, des logiciels ou encore des outils d'exploitation,
- La réalisation et la prise en charge financière des opérations de maintenance, d'entretien et de nettoyage du matériel roulant,
- La mise en place d'une organisation et de l'ensemble des moyens nécessaires permettant de répondre en tout point au CCTP (regroupement de transport, modalités de transport des usagers...),
- La gestion des admissions au service, de la facturation auprès des usagers et du versement des recettes auprès d'Amiens métropole,
- L'organisation et la mise en œuvre des services de transport (itinéraires, exécution et suivi des courses, prise en charge/dépose des usagers...),
- La gestion de l'intégralité de la communication avec les usagers ainsi qu'avec l'AOM,
- Le reversement des recettes à Amiens métropole (via une régie de recettes),
- Le respect des exigences de la loi notamment de la loi « Informatique et Libertés » en vigueur et du RGPD.

La prestation de transport dans le cadre du présent marché comprend :

- La prise en charge de l'utilisateur à partir de la porte d'entrée principale d'un établissement public ou du domicile ou d'un immeuble d'habitation ;
- L'aide à l'utilisateur pour se rendre au véhicule et l'installer, l'utilisateur devant être prêt à partir à l'heure et lieu indiqués ;
- La dépose à un point de rendez-vous de sa destination et l'aide à l'acheminement jusqu'à la destination finale (porte d'entrée principale d'un établissement public ou du domicile ou d'un immeuble d'habitation). A noter que l'entrée au sein des espaces d'habitations privés est interdite.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.5 – Etendue des prestations

Le montant annuel des prestations est estimé à 2 300 000€ HT.

Le nombre de transports estimé est de 86 000 par an.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
60130000-8	Services spécialisés de transport routier de passagers

1.7 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3 - Variantes

Aucune variante libre n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat

Le marché sera notifié au plus tard le 15 septembre 2025 (date prévisionnelle).

Le prestataire devra être en mesure d'exécuter les prestations impérativement à compter du 01/01/2026 à 0h00.

La période entre la date de notification et la date de commencement des prestations devra être mise à profit par le prestataire pour, le cas échéant, procéder au transfert de personnel avec la société sortante et informer l'ensemble des usagers du service du changement de prestataire en assurant une information complète afin de garantir la continuité du service public dans de bonnes conditions.

Le marché est passé pour une période initiale de 2 ans à compter de la date de commencement d'exécution des prestations (soit à compter du 01/01/2026).

Il pourra être reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 2 ans. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 6 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'entité adjudicatrice au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

3.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

L'attention des candidats est attirée tout particulièrement sur le respect impératif des clauses RGPD.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Annexe qualité (*intégrée dans le CCTP*)
 - Annexe 2 au CCTP : Rapport d'activité annuel 2024
 - Annexe 3 au CCTP : Rapport d'activité mensuel de mars 2025
 - Annexe 4 au CCTP : Liste du personnel au 31/12/2024
 - Annexe 5 au CCTP : Liste du personnel projetée au 31/12/2025
 - Annexe 6 au CCTP : L'engagement de conformité RGPD et sécurité
 - Annexe 7 au CCTP : Le questionnaire RGPD et SSI à compléter
 - Annexe 8 au CCTP : L'engagement de confidentialité entreprise
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le cadre de réponse (à remplir par les candidats)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est disponible gratuitement et uniquement à l'adresse URL suivante : <http://marchespublics.amiens-metropole.com>

Il est vivement conseillé au candidat de s'enregistrer nominativement sur le profil acheteur en indiquant une adresse électronique correcte lors du téléchargement du DCE afin qu'il puisse être informé des réponses apportées aux éventuelles demandes de renseignements concernant la consultation ainsi que d'éventuelles modifications apportées au DCE.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

A) **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :**

➤ **Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :**

Libellés
<ul style="list-style-type: none">• Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...)
<ul style="list-style-type: none">• La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger ;
<ul style="list-style-type: none">• Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (cf attestation du candidat à l'article 8.3 du présent RC à compléter, à dater et à signer) ;

➤ Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
<ul style="list-style-type: none"> Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
<ul style="list-style-type: none"> Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat

➤ Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
<ul style="list-style-type: none"> Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

➤ Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
<ul style="list-style-type: none"> Attestation de capacité professionnelle en transport routier de voyageurs

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

B) Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : à compléter, à dater et à signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
Le bordereau des prix unitaires (BPU) , à compléter en totalité, à dater et à signer
Le détail quantitatif estimatif (DQE) , à compléter en totalité, à dater et à signer
Le mémoire technique
Le cadre de réponse (à compléter)
L'engagement de conformité RGPD et Sécurité (à compléter, dater et signer)
L'engagement de confidentialité entreprise (à compléter, dater et signer)
Le questionnaire RGPD et SSI à compléter (à compléter, dater et signer)

S'agissant du mémoire technique, il devra comporter les informations et précisions suivantes :

MT1 : « Moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution de la présente prestation » :

- Moyens Humains :

Formation du personnel dans les premiers mois d'embauche et en continu : accompagnement pour les premières prises de service, connaissance des véhicules et de leurs équipements, conduite adaptée ; manipulation d'un fauteuil roulant, connaissance du handicap, travail en collaboration, en partenariat avec des organismes, établissements spécialisés dans le handicap.

- Moyens Matériels :

Description des équipements spécifiques aux handicaps dans les véhicules, confort des véhicules, liste des véhicules dédiés au service (nombre de véhicules, nombre de places, norme environnementale, type, décoration spécifique pour identifier le service, âge, programme de renouvellement, achat / location...).

MT2 : « Qualité de service et d'exécution des courses » :

- Qualité de service

De la réservation à la réalisation de la prestation ; relation entre la société et l'utilisateur ; suivi de l'utilisateur et de son dossier en cours d'année, description des services de planification, accessibilité et fonctionnement des différents modes de réservations (jour et horaire d'ouverture, numéro d'appel gratuit), procédure d'astreinte, modalités de prise en charge des usagers entre le lieu de prise en charge et de dépôt.

- Réalisation des services

Suivi de la réalisation des services ; description spécifique et séquentielle d'une course (du départ du dépôt à l'acheminement des usagers à destinations) ; détermination de l'itinéraire, modalité de groupage, optimisation et enchaînement des courses.

- Modalités de gestion et d'exécution des courses en cas de pannes de véhicules et/ou d'impossibilité de conducteurs

Le candidat précisera les modalités de gestion, d'adaptation des courses en cas de pannes de véhicules, d'incidents et ou d'impossibilité conducteur. Il présentera également le délai d'information de l'organisateur en cas de panne et le délai de substitution par un véhicule de remplacement.

MT3 « Outils mis à disposition pour le contrôle de l'exécution des prestations » :

Présentation des outils mis à disposition d'Amiens métropole permettant de fournir les données nécessaires au contrôle de la bonne exécution des prestations (nombre de courses, de transports effectués, taux de groupage sur une course, une journée, un mois...).

MT4 « Valeur environnementale de l'offre »

Présentation des engagements de la société dans une démarche de développement durable : localisation du dépôt, possession de véhicules électriques par la société, planning de renouvellement du parc de véhicules de janvier 2026 à décembre 2031.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC).

Les plis électroniques qui seraient remis après la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.) ainsi que remis sous un autre mode de transmission que celui imposé, ne seront pas retenus.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur de l'entité adjudicatrice, à l'adresse URL suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>.

Le mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis à l'entité adjudicatrice.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation. **Chaque pli remis par le candidat en réponse à la présente consultation sera considéré comme une offre et devra par conséquent comprendre l'ensemble des pièces exigées.**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul sera pris en compte le dernier pli reçu sur la plateforme, dans le délai de remise des offres, quel qu'en soit le contenu. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation sous peine d'être déclaré irrégulier.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole
Service marchés publics
3e étage aile ouest
Place de l'hôtel de ville
BP 2720
80027 AMIENS CEDEX 1

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Le nommage des fichiers ne devra comprendre aucun accent. Il en va de même pour les signes de ponctuation. Les espaces sont à remplacer par des Under scores (tiret du 8 : _)
Les documents sont à fournir séparément et non scannés les uns à la suite des autres (1document = 1scan).

Un Vademecum destiné à vous aider lors de la remise de votre offre sur la plateforme est également joint au présent DCE.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Si le candidat souhaite signer électroniquement, il peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

L'acheteur se réserve la possibilité d'analyser les offres avant de procéder à l'examen de la recevabilité des candidatures, conformément aux dispositions de l'article R.2161-4 du code de la commande publique.

7.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres pour déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	50%
2-Valeur technique	44%
3-Valeur environnementale	6%

1/Méthode de notation du critère Prix (sur 50 points) :

La méthode de notation du critère prix est la suivante :

$$N = 50 \times (P \text{ mini} / P)$$

Avec P mini : offre ayant le montant le plus faible et P : montant de l'offre étudiée.

2/Méthode de notation du critère « Valeur technique » (sur 44 points) :

- **Sous Critère 1 : Moyens humains et matériels mis en œuvre pour l'exécution de la présente prestation (sur 12 points) - MT1**

- **Item 1.1. Personnel (5 points)**

- Répartition des tâches au sein de la structure et dispositif d'accompagnement du personnel entrant (pour les premières prises de service, hors formation classique du personnel (2 points) dont :

- 1,5 point si l'organisation des tâches au sein de la structure semble cohérente et adaptée au service
- 0,5 point si le dispositif d'accompagnement du personnel entrant pour les premières prises de service est détaillé et pertinent

- Formation du personnel dans les premiers mois d'embauche et en continu pour les premières prises de service (situation au 01 janvier 2027) (1 points) dont :

- 0,25 point le candidat indique que tous les chauffeurs embauchés auront suivi au 01/01/2027 une formation « Connaissance des véhicules et de leurs équipements » ou équivalent
- 0,25 point si le candidat précise que tous les chauffeurs embauchés auront suivi au 01/01/2027 une formation « Conduite adaptée » ou équivalent
- 0,25 point si le candidat précise que tous les chauffeurs embauchés auront suivi au 01/01/2027 une formation « Manipulation d'un fauteuil roulant » ou équivalent
- 0,25 point si tous les chauffeurs embauchés auront suivi au 01/01/2027 une formation « Connaissance du handicap » ou équivalent

- Travail en collaboration, en partenariat avec des organismes, établissements spécialisés dans le handicap (2 points)

- 2 points si le travail en collaboration, en partenariat avec des organismes, établissements spécialisés dans le handicap est abordé de manière pertinente et complète
- 1 point si le travail en collaboration, en partenariat avec des organismes, établissements spécialisés dans le handicap est abordé de manière incomplète ou si un élément ne paraît pas pertinent
- 0 point si le travail en collaboration, en partenariat avec des organismes, établissements spécialisés dans le handicap n'est pas abordé

- **Item 1.2. Matériel (7 points)**

- Adéquation de la liste des véhicules dédiés au service avec les objectifs de qualité de prise en charge des usagers au 1^{er} janvier 2026 (2 points) dont :
 - 0,5 point si le nombre de véhicules et les années d'acquisition de chaque véhicule sont bien détaillés et répondent au besoin
 - 0,5 point si les types de véhicules utilisés et leurs équipements permettent de répondre au besoin (équipements de confort, nombre de places, possibilité de prendre en charge un ou plusieurs fauteuil(s))
 - 0,5 point si les éléments d'identification des véhicules dédiés au service sont bien précisés et illustrés
 - 0,5 point si la répartition achat / location des véhicules utilisés est bien précisée
- Âge moyen du parc dédié au 1^{er} janvier 2027 (4 points)
 - 4 points si l'âge moyen du parc au terme de la première année de contrat (1^{er} janvier 2027) est égal ou inférieur à 2 ans
 - 2 points si l'âge moyen du parc au terme de la première année de contrat (1^{er} janvier 2027) est supérieur à 2 ans et inférieur à 4 ans
 - 0 point si l'âge moyen du parc au terme de la première année de contrat (1^{er} janvier 2027) est supérieur à 4 ans
- Description des équipements spécifiques aux handicaps dans les véhicules (1 point) dont :
 - 0,25 point si au moins 50% des véhicules sont équipés de rampe d'accès
 - 0,25 point si au moins 75% des véhicules sont équipés de main courante
 - 0,25 point si tous les véhicules pouvant accueillir un fauteuil roulant sont équipés de ceinture à double inertie de type Q'STRAIT
 - 0,25 point si tous les véhicules pouvant accueillir un fauteuil roulant sont équipés de rails/ système d'arrimage

➤ **Sous Critère 2 : Qualité de service - et d'exécution des courses (sur 22 points) - MT2**

- **Item 3.1. : Relation entre la société et l'utilisateur (7 points)**

- Description des services de planification (5 points)
 - 5 points si la description des services de planification est bien détaillée, et est pertinente du point de vue de la réalisation et de l'optimisation des courses
 - 2.5 points si la description des services de planification est bien détaillée mais que la méthode d'optimisation des courses est peu, pas, mal abordée.
 - 0 point si la description des services de planification et la méthode d'optimisation des courses est peu, pas, mal abordée, ou non adaptée.
- Accessibilité et fonctionnement de la centrale de réservation (appels, courriel....) (2 points) dont :
 - 1 point si le candidat propose des délais de réservation plus courts que ceux indiqués au CCTP à savoir un délai de réservation inférieur à 12h entre la réservation et le transport (à renseigner à l'article 5.2 de l'acte d'engagement le cas échéant)
 - 0.5 point si la description des informations demandées dans le cadre d'une réservation est complète et pertinente
 - 0.5 point si l'offre précise l'organisation à mettre en place pour assurer le service de réservation téléphonique dans l'amplitude requise au CCTP et que celle-ci est pertinente.

- **Item 3.2. : Description spécifique et séquentielle d'une course, de la transmission au conducteur à l'acheminement de l'utilisateur à sa destination (15 points) dont :**

- Description de la méthode de détermination de l'itinéraire et de la prise de service du chauffeur (4 points)
 - 4 points si la description est complète et pertinente
 - 2 points si la description est incomplète ou si un élément ne semble pas pertinent
 - 0 point si la description est inexistante ou n'est pas pertinente
- Description de la méthode d'optimisation et d'enchaînement des courses (6 points)

- 6 points si la description est complète et pertinente
- 3 points si la description est incomplète ou si un élément ne semble pas pertinent
- 0 point si la description est inexistante ou n'est pas pertinente

- Description de la prise en charge de l'usager depuis le lieu de rendez-vous jusqu'à l'acheminement de l'usager à sa destination (3 points)

- 3 points si la description est complète et pertinente
- 1.5 points si la description est incomplète ou si un élément ne semble pas pertinent
- 0 point si la description est inexistante ou n'est pas pertinente

- Modalités de gestion et d'exécution des courses en cas de pannes de véhicules et/ou d'impossibilité de conducteurs (2 points) MT2 dont :

- 0.5 point si le délai d'information de l'organisateur en cas de panne est égal ou inférieur à 5 min
- 0.5 point si le délai de substitution par un véhicule de remplacement est égal ou inférieur à 30 min
- 1 point si les modalités de gestion et d'exécution des courses en cas de pannes de véhicules et/ou d'impossibilité de conducteurs sont pertinentes et très bien détaillées
- 0,5 point si les modalités de gestion et d'exécution des courses en cas de pannes de véhicules et/ou d'impossibilité de conducteurs sont abordées de manière incomplète ou parfois non pertinente
- 0 point si les modalités de gestion et d'exécution des courses en cas de pannes de véhicules et/ou d'impossibilité de conducteurs ne sont pas détaillées ou le sont de manière non satisfaisante

➤ **Sous-Critère 3 : outils mis à disposition de la Collectivité pour le contrôle de l'exécution du service, des courses, des transports et du taux de groupage (10 points) MT3**

- 10 points si la description de l'outil mis à disposition de la Collectivité est très bien détaillé, pertinent et adapté.
- 7.5 points si la description de l'outil mis à disposition de la Collectivité est détaillé, pertinent et adapté.
- 5 points si la description de l'outil mis à disposition de la Collectivité est incomplète mais que l'outil est pertinent
- 2.5 points si la description de l'outil mis à disposition de la Collectivité est détaillée mais que l'outil ne semble pas totalement adapté
- 0 point si la description de l'outil mis à disposition de la Collectivité est absente ou que l'outil n'est pas pertinent ou adapté.

3/ Méthode de notation du critère « valeur environnementale » (sur 6 points) :

➤ **Sous-Critère 1 : Recours à des énergies propre dans le cadre du parc de véhicules utilisés au 1er janvier 2028 (6 points)**

- 6 points si le parc prévu au 1er janvier 2028 est composé à 100% de véhicules référencés comme groupe 1 ou groupe 2 au sens de la loi de transition énergétique (dans sa dernière version au 1er juin 2021).
- 5 points si le parc prévu au 1er janvier 2028 est composé entre 90% et 99% de véhicules référencés comme groupe 1 ou groupe 2 au sens de la loi de transition énergétique (dans sa dernière version au 1er juin 2021).
- 4 points si le parc prévu au 1er janvier 2028 est composé entre 80% et 89% de véhicules référencés comme groupe 1 ou groupe 2 au sens de la loi de transition énergétique (dans sa dernière version au 1er juin 2021).
- 3 points si le parc prévu au 1er janvier 2028 est composé entre 70% et 79% de véhicules référencés comme groupe 1 ou groupe 2 au sens de la loi de transition énergétique (dans sa dernière version au 1er juin 2021).
- 2 points si le parc prévu au 1er janvier 2028 est composé entre 60% et 69% de véhicules référencés comme groupe 1 ou groupe 2 au sens de la loi de transition énergétique (dans sa dernière version au 1er juin 2021).
- 1 point si le parc prévu au 1er janvier 2028 est composé entre 51% et 59% de véhicules référencés comme groupe 1 ou groupe 2 au sens de la loi de transition énergétique (dans sa dernière version au 1er juin 2021).
- 0 point si le parc prévu au 1er janvier 2028 est composé à 50% de véhicules référencés comme groupe 1 ou groupe 2 au sens de la loi de transition énergétique (dans sa dernière version au 1er juin 2021).

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://amiens.fr/marchespublics>

Cette demande doit intervenir **au plus tard le vendredi 13 juin 2025 à 17h30**

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **au plus tard le mardi 17 juin 2025.**

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens
Rue Lemerchier
BP 14 CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 0322336170
Télécopie : 0322336171
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Adresse internet(U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif d'Amiens
Rue Lemerchier
BP 14 CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 03 22 33 61 70
Télécopie : 03 22 33 61 71

8.3 - Attestation du candidat (à compléter et à remettre dans votre offre)

IDENTIFICATION DU CANDIDAT

Je soussigné

(nom et qualité de la personne habilitée à engager la société)

agissant pour le compte de la société :

Adresse :

N° de SIRET :

DECLARE SUR L'HONNEUR :

n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu aux articles aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique (*)

Fait à

Le

Signature et cachet de la société

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 ou aux articles L. 2341-1 à L. 2341-3 du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

Documents à joindre de manière impérative :

- les documents relatifs aux pouvoirs de la personne engageant la société, y compris si nécessaire ceux retraçant les délégations en chaîne (extrait Kbis, procès-verbal de conseil d'administration...);
- le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire ou de procédure équivalente régie par un droit étranger.